

LA XENOPHOBIE D'ETAT TUE

La France est sous la gouvernance d'une droite dure et cynique qui ne craint pas de proclamer sans vergogne son "humanisme" mais qui conduit une politique ciblant l'immigration, présentée comme un danger responsable de tous les maux dont souffre le pays. Ainsi désignés, les étrangers - avec ou sans papiers - tous boucs-émissaires, vivent dans l'ère du soupçon institutionnalisé. Et l'on détourne ainsi l'opinion des vrais problèmes : partage de la richesse et limitation des inégalités, maintien des services publics et de la solidarité, retraites, logement, protection sociale et médicale, précarité...

Les conséquences d'une telle politique - cinq lois depuis 2002 - sont multiples : déni du droit d'asile, attaques contre l'aide médicale d'Etat, tests ADN, restriction du droit d'entrée et de séjour des étrangers notamment par la limitation drastique du regroupement familial, quotas... négation des droits fondamentaux.

Les sans papiers et leurs enfants - les petits comme les jeunes majeurs et les étudiants - vivent dans la peur permanente du contrôle et de l'expulsion. Des hommes et des femmes dont le seul crime est d'être sans papiers sont enfermés dans des conditions honteuses dans les Centres de rétention administrative (CRA), ces "horreurs de la République" que dénonçait le rapport Mermaz en 2001. En 2007, ces centres ont vu passer près de 300 mineurs - y compris des nouveaux nés - plus de 24 000 sans-papiers ont été expulsés vers des pays où pour nombre d'entre eux leur vie même était menacée. Des familles sont brisées, des enfants arrachés à leur école.

Toute l'année, les préfetures et les services de police ont eu recours à tous les moyens et tous les stratagèmes pour interpellier, placer en rétention et expulser à tout va. Contrôles et honteuses rafles au faciès, dans les transports et dans les rues, descente de police sur les lieux de travail, dans des magasins, et même dans les foyers (le 12 février, foyer Terres au Curé Paris 13°), aux abords des écoles, des collèges et des lycées, convocations pièges, interpellations à domicile... tout est bon pour faire du chiffre.

Une politique du chiffre qui tue (ainsi, John Maïna, 19 ans, se pend à Meudon en janvier juste après avoir reçu le rejet définitif de sa demande d'asile), qui criminalise la solidarité (poursuites judiciaires des citoyens s'opposant aux expulsions), qui appelle à la délation les travailleurs des services publics et sociaux, les inspecteurs du travail).

Dans ce climat de suspicion, de stigmatisation, ce sont tous les étrangers - en situation régulière ou non - qui sont touchés, désignés comme indésirables. Un projet de directive européenne, examiné en mai prochain, prévoit d'allonger la rétention à 18 mois et l'interdiction du territoire de 5 ans pour les expulsés. C'est une véritable xénophobie d'Etat qui s'installe dans notre pays.

Parce que nous ne voulons, ni ne pouvons, supporter l'inacceptable, nous affirmons qu'une autre politique de l'immigration est nécessaire, qui respecte les droits fondamentaux de tout être humain : droit d'asile, droit de vivre en famille, droit à l'éducation et à la vie privée, droits des enfants, droit de se soigner, droits d'avoir des droits... autant de droits que la France a l'obligation d'appliquer puisqu'elle a ratifié la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Convention de Genève, la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant, la Convention européenne des Droits de l'Homme.

La politique aujourd'hui menée est indigne. Il est temps d'en changer !

**Pour une société fraternelle et solidaire,
nous manifesterons le 5 avril à Marseille**